



S. E. Madame Florence ROBINE
Ambassadrice de France en Norvège

LES DÉMOCRATIES AU DÉFI DE LA DÉSINFORMATION

Échanges inter-lycéens franco-européens
Plateforme de visioconférence du Projet EEE

Diffusion le 26/01/2023, 10h15 – 11h45
<https://projet-eee.eu/diffusion-en-direct-564/>

En différé : <https://www.projet-eee.eu>
<https://soundcloud.com/podcastprojeteee>



Réalisation et communication
Czeslaw MICHALEWSKI
Diffusion et production
Jean-Luc GAFFARD,

Présentation

La liberté d'expression, le respect de la pluralité des opinions et la faculté de penser de manière autonome sont des composantes essentielles de la démocratie.

Mais si le doute méthodologique est au fondement de la pensée rationnelle, les doutes au sens large qui agitent l'opinion, alimentés par de vastes campagnes de désinformation, offrent désormais un espace d'influence à d'autres pouvoirs, et fragilisent les régimes démocratiques.

Comment ceux-ci peuvent-ils réagir, sans renoncer à leurs valeurs fondamentales, et restaurer une certaine rationalité dans le débat public ?

Diffusion en différé

En vidéo :

1 : <https://projet-eee.eu/video/i-les-democraties-face-au-defi-de-la-desinformation-florence-robine>

2 : <https://projet-eee.eu/video/ii-les-democraties-face-au-defi-de-la-desinformation-florence-robine>

En podcast :

Soundcloud : <https://soundcloud.com/podcastprojeteee>

Deezer : <https://www.deezer.com/fr/show/634442>

iTunes : <https://podcasts.apple.com/us/podcast/id1481781623>

Pour mémoire

C'est au lycée René Cassin d'Oslo que l'Ambassadrice Florence Robine s'est rendue pour se livrer, devant de nombreuses classes et avec la participation en visioconférence des lycéens de Sofia, de Blagoevgrad et de Varsovie, à un véritable plaidoyer démocratique pour fourbir un combat contre cette arme de guerre qu'est la désinformation.

Au regard des arguments de Tocqueville autour de la mise en œuvre d'une égalité de penser pour fonder nos démocraties, notre époque doit continuer à défier « cette aire de post-vérité » que nous subissons *aux travers* (sic !) d'internet. De fait, en qualité de démocrates, nous sommes pris au piège de notre propre idéal de penser : à la manière de Descartes, le doute doit être une *méthode* dans la recherche de la vérité et non un outil toxique qui gangrène nos pensées complotistes et triviales.

Alors quoi ? Comment sortir de cette impasse ? Reprendre sans doute la devise de Kant : *sapere aude* ! Osons le savoir critique que l'éducation et l'école nous donnent à expérimenter et prenons conscience que la démocratie peut avoir ses propres failles... il faut en prendre conscience et être conscient de ce qui nous manque, tel est le gage de notre liberté.

Quelques pistes de réflexion proposées en amont par l'équipe du Projet Europe, Éducation, École

Depuis un peu plus d'un siècle et demi environ, le développement sans précédent des moyens de communication et d'information constitue sans conteste un progrès dans l'accès du plus grand nombre aux données nécessaires à la compréhension du monde qui nous entoure. En droit, chacun peut disposer aujourd'hui de tous les éléments permettant, au plan théorique, de dégager la signification, ainsi que l'enjeu, des phénomènes de société dont nous sommes en tant que citoyens partie prenante.

La garantie de cette condition préalable est consubstantielle à l'existence et au fonctionnement d'une démocratie ; en effet, si la démocratie se définit comme le régime politique où le peuple (*demos*) a le pouvoir (*cratos*), ou, plus exactement, se voit reconnaître le principe de sa souveraineté, on comprend que l'exercice même de cette dernière comporte, à titre de condition préalable, la possibilité d'accéder à une information aussi complète que possible, riche et diversifiée, objective et impartiale, dans le cadre des grands principes républicains de liberté d'opinion et d'expression. C'est ce besoin fondamental qui a inspiré l'avènement d'une culture de l'information et qui est à la source de l'apparition des grands médias, dont le pouvoir d'influence dans nos sociétés modernes est devenu considérable. Si l'on peut voir dans cette dimension centrale des médias dans notre vie sociale et politique un facteur de progrès et un critère de maturité politique, on peut aussi, avec de nombreux auteurs, constater l'existence d'un certain nombre de dérives dans le fonctionnement même de ce système de l'information, au point qu'il soit nécessaire de réfléchir à la possibilité de faire un usage éclairé de cette masse d'informations dont nous disposons aujourd'hui en permanence, et dont le volume excède de très loin la seule capacité de traitement intellectuel du citoyen ordinaire.

Nous ne pouvons nous accommoder collectivement de la non-maîtrise de notre histoire, alors même que la finalité de la démocratie est précisément de comprendre le présent pour mieux préparer l'avenir. Mais, dans une telle perspective, la seule abondance, quantitative, de l'information ne suffit pas à faire pièce à ce que certains diagnostiquent comme une « crise de la démocratie », liée à l'autonomisation de la logique économique, à la dissociation individualiste, et à l'affaiblissement des systèmes politiques. Pouvoir choisir de grandes orientations nationales, afin de décider ensuite si elles respectent l'intérêt général, dépend de l'acquisition, par le citoyen, de capacités intellectuelles ressortissant à la maîtrise de cette « rationalité discursive », chère aux anciens Grecs, c'est-à-dire à l'exercice de la raison s'éprouvant dans et grâce au discours, au langage, et par la pratique de la délibération.

Seul le développement de ces facultés met le citoyen en position de résistance face au déluge quantitatif d'une information devenue marchandise, obéissant davantage aux impératifs de rentabilité économique et de concurrence qu'à une véritable finalité de proposition de réflexion et d'analyse conceptuelle. L'impératif et le culte de l'actualité brute tendent à dominer la culture de l'information, au détriment d'une demande de recul, pourtant plus que jamais nécessaire, vis-à-vis de l'enchevêtrement chaotique des événements.

C'est la raison pour laquelle l'éducation du jugement politique s'impose désormais comme une tâche nécessaire et urgente. Des structures visant l'éducation à la discussion, à la confrontation des points de vue, à l'argumentation rationnelle, permettant à l'individu d'échapper à l'étroitesse de ses propres opinions pour accéder à une conception d'ensemble des problèmes et de l'intérêt de la communauté, doivent être mises en place et bénéficier du soutien, à la fois institutionnel et financier, de la collectivité publique.

Contact : europe.education.ecole@gmail.com - Le 30 janvier 2023